

[La newsletter de la CES]



Dans ce numéro

- 2 La CES en action
- 3 Calendrier syndical
- 4 L'UE à la loupe
- 5 Calendrier européen
- 6 Changement climatique : Entretien avec Joël Decaillon

Le chiffre du mois

1.700
milliards de dollars

Malgré la crise économique, le secteur des fonds spéculatifs ne cesse de croître. Le 30 septembre 2010, les actifs gérés par des fonds spéculatifs ont dépassé 1.700 milliards de dollars.

(Source : Les Echos)

À noter



Cher(e)s lecteur(trice)s,

Le contexte économique européen est plus que préoccupant. Alors qu'un plan d'aide vient d'être accordé pour sauver l'Irlande de la faillite, les marchés ne désarment pas et se comportent comme des vautours à la recherche de nouvelles proies. La spéculation bat son plein puisque les banques et les fonds d'investissement continuent d'exiger des taux d'intérêt toujours plus élevés aux pays qu'ils estiment fragilisés, comme le Portugal, l'Espagne, etc.

Bon nombre de syndicats européens sont déjà descendus dans la rue pour poursuivre la protestation contre les mesures d'austérité qui risquent de ralentir la reprise et d'embarquer l'Europe dans une spirale infernale, alors même que certaines institutions financières se nourrissent de la crise et font des profits énormes. En effet, dans ce contexte qui est tout sauf rassurant, l'appât du gain se porte bien, des bonus faramineux continuent d'être versés alors que, dans le même temps, on opère des coupes sombres dans toutes les politiques de cohésion sociale. La CES dénonce ce comportement indécent et relevant d'une profonde injustice sociale. Les travailleurs ne l'acceptent plus et refusent de continuer à payer pour l'avidité de quelques uns.

D'autres mouvements de protestation sociale auront encore lieu d'ici à la Journée d'action européenne du 15 décembre prochain et ils se poursuivront certainement au-delà de cette date. Parmi tous les acteurs concernés par la chose publique, les syndicats apparaissent comme l'alternative valable pour refuser que les travailleurs paient les pots cassés de la crise financière et proposer des solutions menant à un développement économique et social qui profite à tous. C'est pourquoi nous continuons notre lutte pour nous faire entendre.

Nous courrons également le risque que cette crise économique et financière ne s'ancre dans une crise politique avec un repli national des Etats mais aussi un repli sur soi de larges parties de la population, ce qui alimentera les mouvements nationalistes et racistes. C'est, enfin, un risque non négligeable qui plane sur l'avenir de la construction européenne.

John Monks
Secrétaire général





[La CES en action]

La CES développe une **veille l'austérité** et une **veille bonus**



30/11/2010 - La CES est en cours d'élaboration d'une « **veille austérité** » (Austerity Watch) et d'une « **veille bonus** » (Bonus Watch). A l'aide de ces outils, la CES souhaite **donner un coup de projecteur sur une situation scandaleuse** : d'un côté, **des mesures d'austérité qui frappent de plein fouet des millions de citoyens** et de l'autre **des bonus qui sont réservés à quelques poignées de traders**. La veille austérité recense les plans d'austérité pris en Europe et montre l'impact de ces mesures sur les travailleurs. La veille bonus dénonce, quant à elle, le versement de primes aux montants indécents à

quelques heureux traders qui continuent de prendre des risques inconsidérés avec les risques que cela comporte pour l'économie.

[Lien vers la veille austérité](#)

[Lien vers la veille bonus](#)



« **Non à l'austérité pour tous et aux bonus pour quelques uns** » Journée d'action européenne, le 15 décembre 2010



30/11/2010 - La CES appelle à une **journée d'action décentralisée le 15 décembre prochain contre les mesures d'austérité et contre les bonus**. De nombreux pays ont déjà été touchés par les plans d'austérité et continuent de l'être. **Des mouvements de protestation syndicale**, à savoir des manifestations, des arrêts de travail et des grèves générales, **sont organisés un peu partout en Europe en réaction à ces mesures**. Toutes les actions n'ont pas lieu le 15 décembre, elles sont organisées en fonction de l'actualité et des obligations des pays concernés. [Une carte interactive](#), donnant un aperçu de l'ampleur de la réaction syndicale à l'échelle européenne, est désormais disponible sur le site internet de la CES. N'étant pas définitive, la carte sera mise à jour régulièrement.

[Lien vers la carte interactive](#)

RÉUNIONS MAJEURES - CONFÉRENCES - PROJETS

Comité de direction de la CES

18/11/2010 - Le Comité de direction de la CES s'est réuni à Bruxelles. La campagne contre l'austérité, l'emploi, les salaires, les conventions collectives ainsi que les discussions concernant le « Single Market Act » ont été les sujets majeurs de la réunion.



[La CES en action]

Les droits des travailleurs domestiques:

quelle est la contribution de l'Europe aux discussions au niveau international?

05/11/2010 – La CES, le réseau international des travailleurs domestiques (IDWN) et Justitia & Pax ont organisé un séminaire sur « Les droits des travailleurs domestiques – Quelle contribution européenne aux discussions au niveau international ? » afin d'étudier les initiatives en matière d'organisation et les politiques concernant une partie de l'économie informelle : le travail domestique. En mars 2008, l'Organisation internationale du travail (OIT) a placé "le travail décent pour les travailleurs domestiques" au programme de la Conférence internationale du travail de 2010. Les conclusions de la conférence ont débouché sur une proposition d'adopter un instrument d'ensemble : une convention complétée par une recommandation. "Le travail décent pour les travailleurs domestiques" figure à l'ordre du jour de la prochaine Conférence internationale de l'OIT de 2011 dans la perspective d'une deuxième discussion et de l'adoption d'une norme internationale. Les participants ont été d'accord sur le fait que **l'adoption d'une convention OIT sur le travail domestique représenterait une étape importante dans la lutte contre la pauvreté et le travail au noir, ainsi que la valorisation d'un secteur à haute intensité de travail des femmes.** La CES continue à suivre de très près l'évolution de ce dossier et soutient la campagne de la CSI [« Un travail décent – une vie décente pour les femmes »](#).

Plus d'informations: <http://www.etuc.org/r/1593>

« De l'adhésion à la prise de décision : promouvoir les femmes au sein des syndicats »

Vers le Congrès de la CES 2011

28/10/2010 – Plus de 40 dirigeants syndicaux ont pris part au séminaire « De l'adhésion à la prise de décision : promouvoir les femmes au sein des syndicats – Vers le Congrès de la CES 2011 » organisé par la CES à Berlin. Ils ont proposé [dix recommandations](#) afin d'orienter les responsables syndicaux et les membres des syndicats à améliorer l'égalité hommes-femmes dans leurs organisations respectives. **L'amélioration de l'égalité hommes-femmes dans la direction et la prise de décision au sein des syndicats demeure un défi important pour le mouvement syndical européen.** Malgré une féminisation des syndicats et du marché du travail, la représentation des femmes dans des positions de grande responsabilité est faible dans de nombreuses organisations syndicales et dans les structures de négociation collective. La CES estime que l'égalité hommes-femmes dans la prise de décision doit être abordée comme étant une priorité clé et elle est en train de développer un projet européen pour relever ce défi.

[Calendrier syndical]

Novembre – Décembre 2010

18/11/2010	Comité de direction de la CES (Bruxelles)
01/12/2010	Comité de direction de la CES (Bruxelles)
01-02/12/2010	Comité exécutif de la CES (Bruxelles)
08/12/2010	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)
15/12/2010	Journée d'action de la CES contre l'austérité



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

Les partenaires sociaux doivent être des acteurs à part entière dans le processus de stabilité financière

16/11/2010 - Dans le cadre du [Dialogue macroéconomique](#), John Monks a rencontré à Bruxelles le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker et Olli Rehn, le Commissaire des Affaires économiques et financières. Selon John Monks « *La philosophie de l'Instance européenne de stabilité financière (EFSF) semble se focaliser sur les coupes sombres dans les dépenses publiques, la réduction de la dette, la pression sur les salaires et sur la protection sociale ainsi que la flexibilité du marché du travail. Les conquêtes syndicales dans ces domaines sont fortement attaquées. Une étape essentielle serait de faire participer les partenaires sociaux des pays concernés par les mesures d'austérité, nous ne voulons pas être de simples spectateurs* ».

[Discours de John Monks lors du Dialogue macroéconomique \(Uniquement en anglais\)](#)

Sommet de l'égalité : l'UE doit faire progresser les dossiers de l'égalité et de l'intégration sociale

16/11/2010 - La CES a participé activement au 4^{ème} Sommet de l'UE sur l'égalité. Lors du Sommet, les représentants de la CES ont mis l'accent sur la nécessité de faire progresser les questions d'égalité, en particulier dans le contexte de la crise. Selon le mouvement syndical européen, **il est essentiel de remettre l'égalité au centre des stratégies de sortie de crise.**

[Communiqué de presse de la CES](#)

La CES dénonce les discriminations contre les frontaliers

25/11/2010 - Le Comité de coordination des Conseils syndicaux inter-régionaux (CSIR) de la CES a pris connaissance et a **dénoncé une nouvelle tendance dans certains États membres d'adopter des législations discriminatoires à l'égard des travailleurs frontaliers**, concernant notamment les indemnités relatives à l'enseignement et à la protection sociale.

[Communiqué de presse de la CES](#)

La position des multinationales européennes sur les salaires au Vietnam est **totale**ment inacceptable

25/11/2010 - John Monks a décrit comme « **totale**ment inacceptable » la prise de position de la Chambre européenne de Commerce au Vietnam (EuroCham), qui menace de mettre fin aux investissements européens dans le pays si les salaires minimum sont relevés. Dans un [courrier adressé au Commissaire européen en charge du Commerce](#), Karel De Gucht, il a invité la Commission à demander à EuroCham « *d'éviter de faire de telles déclarations qui ne peuvent que saper la mise en place de relations commerciales adéquates avec le Vietnam* ».

[Communiqué de presse de la CES](#)



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

Intégration de clauses sociales dans les accords commerciaux internationaux : la CES salue l'appel du Parlement européen

26/11/2010 - La CES a salué l'appel du Parlement européen en faveur de **l'inclusion de clauses sur les droits humains, les droits sociaux et les normes environnementales dans tous les accords commerciaux internationaux**. Il s'agit d'un message fort aux pays tiers négociant actuellement des accords de libre échange indiquant que le respect des normes de l'Organisation internationale du travail et l'intégration des objectifs du travail décent doivent être au centre de ces accords.

[Communiqué de presse de la CES](#)



[Calendrier de l'Union européenne]

Novembre – Décembre 2010

08-09/11/2010	Conseil Justice et Affaires Intérieures (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
10-11/11/2010	Mini-session plénière du Parlement européen (Bruxelles)	
11/11/2010	Conseil des affaires économiques et financières (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
16/11/2010	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	Ordre du jour de la réunion
17/11/2010	Conseil des affaires économiques et financières (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
18-19/11/2010	Conseil Education, Jeunesse, Culture et Sport (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
22/11/2010	Conseil Affaires Etrangères et relations extérieures (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
22-25/11/2010	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
25-26/11/2010	Conseil Compétitivité (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
29/11-10/12/2010	16 ^{ème} réunion des Parties à la Convention Climat (Cancun)	Ordre du jour de la réunion
02/12/2010	Conseil Justice et Affaires Intérieures (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
02/12/2010	Conseil Transports, Télécommunications et Energie (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
06/12/2010	Conseil Emploi, Politique Sociale, Santé et Consommateurs (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
06/12/2010	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	Ordre du jour de la réunion
06/12/2010	Conseil des affaires économiques et financières (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
09/12/2010	Conseil Affaires étrangères (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
10/12/2010	Conseil Compétitivité (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
13-16/12/2010	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
13/12/2010	Conseil Affaires étrangères (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
14/12/2010	Conseil Affaires Générales (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
16-17/12/2010	Conseil européen (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
20/12/2010	Conseil Environnement (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil



[Interview]

Entretien avec Joël Decaillon

La 16^{ème} réunion des parties à la Convention Climat (COP 16) aura lieu du 29 novembre 2010 au 10 décembre à Cancún (Mexique). Les négociations porteront principalement sur le futur régime climatique (post-2012). Joël Decaillon, secrétaire général adjoint de la CES, fait le point sur ce dossier fondamental pour le mouvement syndical européen.

Quels sont les véritables enjeux des négociations ? Le risque d'un échec similaire à celui du sommet de Copenhague est-il toujours actuel ?

Joël Decaillon (JD) : L'enjeu de la réunion de Cancún est la réduction des émissions de CO2 pour sauvegarder la planète, tout en maîtrisant l'évolution du changement climatique en limitant la hausse des températures à pas plus de deux degrés Celsius, en ligne avec les propositions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Ce débat, qui se situe dans le prolongement du protocole de Kyoto, nécessite des solutions négociées. Le risque est effectivement qu'il n'y ait pas un accord juridiquement contraignant à Cancún, comme cela a été le cas à Copenhague en 2009.

Pour le mouvement syndical européen, la réunion de Cancún devrait au moins avoir l'ambition d'évaluer ce que chacun est capable de faire aujourd'hui pour réduire ses émissions de CO2. De même, les négociateurs à Cancún doivent fixer les contours d'un futur cadre juridique, car on ne pourra pas éternellement continuer les négociations.

Lors de son comité exécutif d'octobre, la CES a adopté une résolution en prévision du sommet de Cancún. Pouvez-vous nous indiquer ses aspects principaux ?

JD : Notre résolution est un document très exhaustif et riche. Nous partons du constat que la crise qui sévit en Europe est extrêmement grave, mais que, en raison de celle-ci, on ne peut pas renvoyer les problèmes de l'urgence climatique à de meilleurs temps. Par contre, nous sommes en faveur d'une approche intégrée de lutte contre le changement climatique, consistant à rassembler les conditions d'une croissance durable.

Pour sortir durablement de la crise et garantir son



avenir, l'Europe et le monde ont besoin de croissance. Comme le montre [l'étude sur « Les dérèglements climatiques, les nouvelles politiques industrielles et les sorties de crise » que nous avons présentée à Copenhague l'année dernière](#), les besoins de l'humanité sont aujourd'hui immenses. A présent, beaucoup trop d'hommes et de femmes n'ont pas l'accès à l'eau potable ou à des systèmes d'assainissement des eaux usées et à l'électricité, et la malnutrition et les famines frappent sans pitié une très grande partie de l'humanité. De plus, dans un avenir proche, en raison de la croissance démographique,

notre planète comptera neuf milliards d'habitants, au lieu des 6,7 milliards aujourd'hui. Dans ce contexte, les enjeux liés à la réponse aux besoins et à la croissance mondiale pour y faire face demeurent essentiels. Le problème est de savoir quelle sera la nature de cette croissance, si elle sera durable, protectrice et partagée, et, surtout, quel rôle l'Europe y jouera. Jusqu'à présent, l'Europe a été à la pointe sur les dossiers du changement climatique et du développement durable. En effet, on ne doit pas oublier que, si l'Europe n'avait pas soutenu le protocole de Kyoto, il n'aurait pas pu se réaliser, car un certain nombre de pays développés ne l'ont rejoint que tardivement.

Aujourd'hui, il s'agit de bien montrer que nous sommes tous devant la nécessité d'avoir une politique intégrée : l'avenir de la croissance en Europe, le progrès social et la compétitivité de demain ne seront assurés que si cette croissance sera durable, car elle se fondera sur la capacité de recherche et d'innovation dans les technologies vertes, qui devraient en même temps être créatrices d'emploi de qualité et de progrès social. De même, la technologie jouera un rôle fondamental dans la réduction des émissions de CO2. Les conditions pour un nouveau développement durable sont intimement liées à ces deux aspects. Ceci dit, l'Europe a toute intérêt à continuer à être



Entretien avec Joël Decaillon (suite)

pilote dans sa cohérence entre respect des droits, élaboration de normes, recherche, innovation, développement de projets de qualité, répondant à des critères de progrès social, protection de la planète et protection de l'humanité. C'est pourquoi l'introduction d'une clause de transition juste proposée par la CES et la Confédération syndicale internationale (CSI) dans ces traités est décisive. L'anticipation des transitions socio-économiques, les qualifications, les métiers et leur évolution impliquent des politiques de l'emploi fondé sur des systèmes de protection sociale forts et efficaces, le travail décent, la qualité des emplois, la santé et la sécurité au travail.

Un exemple est significatif : les mesures prises en Europe pour réduire les émissions de CO2 dans le domaine automobile ont amené à un effort sans précédents de l'ensemble des constructeurs à innover tout en respectant l'environnement, redonnant ainsi une perspective à une industrie qui était mal en point, même si aujourd'hui elle connaît encore des difficultés chez certains de ses grands fabricants.

Dans quelle mesure les mesures d'austérité adoptées dans la plupart des Etats-membres de l'UE affecteront l'engagement européen à lutter contre le changement climatique ?

JD : Les mesures d'austérité peuvent affecter la lutte contre le changement climatique si elles réduisent les budgets consacrés à la recherche, à la formation et à l'éducation, ainsi que les investissements publics. Malheureusement c'est ce qui est en train de se passer. Nous sommes très inquiets puisque effectivement, que ce soit dans le domaine social, dans le domaine de l'éducation ou dans le domaine des services publics, les propositions de coupures budgétaires conduisent à de drastiques réductions financières et offrent peu de capacités de développement. Prenons, par exemple, le domaine de l'efficacité énergétique : pour répondre à un plan d'amélioration de l'habitat, il est fondamental d'avoir des investissements publics tant au niveau local que national ainsi que des formations nouvelles pour répondre aux nouveaux standards de restauration. Un autre exemple marquant est celui des transports collectifs : mettre en place des structures de desserte collective à faible impact climatique, requiert

des investissements importants et est aussi créateur d'emploi. Sans des investissements publics adéquats, ces améliorations ne seraient pas possibles.

Les plans d'austérité qui sont adoptés presque partout en Europe sont en contradiction avec notre demande d'élaboration d'une croissance axée sur les technologies vertes qui nécessite d'importants investissements publics. En effet, depuis longtemps, la CES demande la mise en place d'un plan de relance européen basé sur des nouveaux financements du budget de l'UE s'appuyant sur une nouvelle fiscalité. En ce sens, nous sommes favorables à une taxe sur les transactions financières. Nous estimons également qu'il est nécessaire de réfléchir à une nouvelle conception du budget européen, qui ne peut pas être simplement la conséquence des budgets nationaux. L'Union européenne a la capacité d'agréger en termes de recherche, innovation, industrie, nouvelles technologies et grands travaux. En raison de cela, elle doit se doter de capacités financières plus adéquates. Nous sommes mobilisés pour faire entendre nos revendications pour cette nouvelle croissance durable qui doit s'appuyer non seulement sur les économies d'énergie, mais aussi sur de nouvelles technologies, des nouveaux emplois de qualité et des systèmes de protection sociale dignes du 21^{ème} siècle.

En guise de conclusion, quel est le message que vous adressez aux négociateurs présents à Cancún ?

JD : Cancún ne peut pas être un échec après ce qui s'est passé à Copenhague. La responsabilité des dirigeants est d'ouvrir un cadre qui réponde à la sauvegarde de la planète tout en tenant compte de l'évolution démographique importante nous conduisant à une population de neuf milliards d'habitants dans les prochaines années. Il faut trouver un accord qui permette de définir comment évaluer la situation actuelle et mettre en place un cadre juridique contraignant. Le risque de voir confirmée l'incapacité des institutions internationales à trouver une solution est très élevé. Un échec pourrait rendre pire la crise économique et sociale que nous sommes en train de vivre actuellement, mais aussi il pourrait ouvrir une crise institutionnelle dont nous n'avons certainement pas besoin.

Équipe éditoriale : ÉDITEUR RESPONSABLE: **John Monks** • RÉDACTRICE EN CHEF: **Patricia Grillo** • RÉDACTEUR: **Daniele Melli**

Faites connaître cette newsletter à vos contacts !
